

Article

« La presse et la politique étrangère canadienne »

T.A. Keenleyside, B.E. Burton et W.C. Soderlund
Études internationales, vol. 18, n° 3, 1987, p. 501-521.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702208ar>

DOI: 10.7202/702208ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA PRESSE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE*

T.A. KEENLEYSIDE, B.E. BURTON, W.C. SODERLUND**

ABSTRACT — *The Press and Canadian Foreign Policy: A Research Note*

This article reports on the findings of what appears to be the first content analysis of all aspects of Canadian press coverage of Canadian foreign relations. Six major newspapers were chosen on the basis of national significance and linguistic and regional considerations: the Halifax Chronicle-Herald, Le Devoir (Montreal), La Presse (Montreal), the Ottawa Citizen, the Toronto Globe and Mail and the Vancouver Sun. During the period studied (the last quarter of 1982), these newspapers averaged nearly nine items per issue on Canadian foreign relations and relied predominantly on Canadian sources for their material. However, there was a relative lack of analytic coverage and only a limited number of items that adopted supportive or critical positions on the various issues in Canadian foreign policy. Commercial matters received both the most extensive and the most sophisticated treatment, while the reporting of political subjects was generally less detailed and often superficial. In terms of relationships, that with the United States was arguably the only one to receive adequate coverage, while from the standpoint of issues there were several that received insufficient attention, such as environmental problems in relations with the United States, Canadian concerns at the United Nations, and international developmental matters. One of the most notable differences in coverage among the papers studied was the variation found in the attention paid to the international role of Quebec, which received only scant attention in the English-language press but was the single most frequently coded theme in the Quebec newspapers. While analytic coverage was found to be more extensive and profound in the Globe and Mail, Le Devoir and La Presse than in the other three papers, the authors in general agree with De Montigny Marchand that Canadian newspapers are "an uncertain intellectual force in the definition and interpretation of Canadian foreign policy".

Dans un discours à la 50^{ème} Conférence d'étude annuelle de l'Institut canadien des affaires internationales en mai 1983, le sous-ministre De Montigny Marchand, du ministère des Affaires extérieures, affirma que « nous avons pratiquement atteint le point où aucune idée, aucune politique, ni aucun événement ne peut plus prétendre à un semblant d'existence tant que les médias n'en ont pas consacré la réalité. »¹ Toutefois, il poursuivit en soulignant qu'à cause d'une présence canadienne insuffisante dans la circulation internationale des nouvelles, due à la

* Les auteurs remercient la Commission de la recherche de l'Université de Windsor pour son soutien financier, ainsi que Colin Beckingham pour sa collaboration au traitement informatique.

** Professeurs au Département de science politique de l'Université de Windsor, Ontario, Canada.

1. « Foreign Policy and the Public Interest ». Notes pour un discours de De Montigny Marchand, sous-ministre (politique étrangère), au ministère des Affaires extérieures, à l'occasion de la 50^{ème} Conférence d'étude annuelle de l'Institut canadien des affaires internationales. Ottawa, le 7 mai 1983, p. 6.

Revue Études internationales, volume XVIII, n° 3, septembre 1987

« mondialisation croissante de la transmission de l'information », à des « divergences d'objectifs et de priorités sans échanges sains ou même compétitifs » entre journalistes et diplomates, à l'antipathie des médias envers certaines institutions et certains individus, et à une préférence pour l'anecdote plutôt que pour la substance des politiques, les médias constituaient une force intellectuelle incertaine dans le processus de définition ou d'interprétation de la politique étrangère canadienne. »²

Le discours de M. Marchand n'est que la plus récente des critiques acerbes adressées au cours des dernières années à la couverture pour la presse canadienne des affaires internationales et de la politique étrangère du Canada. En 1981, par exemple, la Commission royale sur les quotidiens (commission Kent) critiqua la presse canadienne pour la baisse des ressources affectées au traitement des nouvelles internationales, notant particulièrement la rareté des correspondants canadiens à l'étranger et le manque de personnel familier avec la politique internationale dans les salles de rédaction.³ Dans une étude publiée en 1976 et comprenant de nombreuses entrevues avec des journalistes d'Ottawa et des agents du service extérieur, Denis Stairs a constaté qu'au sein du ministère des Affaires extérieures « la perception de l'importance de la presse n'est généralement pas accompagnée d'évaluations flatteuses de sa performance. »⁴ En ce qui concerne le rôle de la presse en tant que pourvoyeur d'informations relatives aux affaires internationales, il affirma que les journaux canadiens sont perçus comme déficients dans « l'ampleur, la profondeur et la continuité » de leur couverture internationale, leur utilisation d'agences de presse étrangères et plus spécifiquement leur couverture de la politique étrangère canadienne.⁵ À propos du rôle de prescription que joue la presse à l'égard des décideurs publics, Stairs conclut, compte tenu de ses entrevues, qu'au Canada, la presse n'est généralement pas perçue comme une source de commentaires mesurés sur les affaires internationales en général, ou de critiques averties de la politique étrangère canadienne en particulier. »⁶ Au cours de la même année, dans un article concernant le rôle et les fonctions de l'attaché de presse au sein du ministère des Affaires extérieures, Sidney Freifeld réclama « une amélioration de l'analyse des affaires étrangères... afin d'assurer une couverture et une interprétation bien documentées visant en premier lieu ce public restreint qui doit bien exister. »⁷ Enfin, suite à une analyse de contenu des éditoriaux traitant de la politique étrangère canadienne durant les campagnes électorales de 1972 et 1974, Walter Soderlund et Ronald Wagenberg ont observé que l'intérêt éditorial pour la politique étrangère n'était que sporadique et avait tendance à s'arrêter aux événements importants d'actualité internationale. Ils trouvèrent particulièrement inquiétante « l'absence d'évaluations générales de l'état des relations extérieures du

2. *Ibid.*, pp. 21-23.

3. Royal Commission on Newspapers, *Report*, Ottawa, 1981. Voir particulièrement les pages 110; 120-122; 125-126; 167-168.

4. Denis STAIRS « The Press and Foreign Policy in Canada », *International Journal* 31,2, Printemps 1976, pp. 229-230.

5. *Ibid.*, pp. 230-233.

6. *Ibid.*, p. 234.

7. Sidney A. FREIFELD, « The Press Officer and External Affairs », *International Journal* 31,2, Printemps 1976, p. 269.

Canada. »⁸ Ces lacunes présumées sont d'autant plus inquiétantes quand on considère la capacité potentielle des médias d'affecter la politique étrangère canadienne en transmettant directement aux décideurs une perception de l'état de l'opinion publique sur certaines questions et en influençant les opinions des groupes d'intérêt, des parlementaires et d'autres élites ayant accès aux responsables de l'élaboration des politiques, de même que leur rôle dans la préparation de l'agenda des affaires publiques.⁹ Les critiques généralisées de la pertinence de la couverture de la politique internationale, et plus spécifiquement de la politique étrangère canadienne, rendent nécessaire une analyse objective de plusieurs facettes du traitement par les journaux des relations extérieures du Canada, afin de jeter plus de lumière sur certaines de ses caractéristiques propres, comme sa quantité, sa qualité, son ampleur et sa profondeur. Bien qu'il y ait eu de nombreuses études de la couverture générale par la presse canadienne des affaires internationales et des régions, pays et sujets spécifiques¹⁰, ainsi que des examens de l'utilisation par les journaux canadiens de sources étrangères¹¹, nous constatons qu'il n'y a pas eu jusqu'ici d'analyse de contenu de tous les aspects (c.-à-d. l'information, les éditoriaux, les dossiers, le courrier des lecteurs, etc.) du traitement par la presse de la politique étrangère en soi, sur la base de laquelle on pourrait évaluer plus posément le bien-fondé des critiques qui lui ont été adressées.

Dans ce contexte, notre étude est un premier pas en vue de combler cette lacune. Plus spécifiquement, nous tentons tout d'abord d'examiner la pertinence de

8. Walter SODERLUND et Ronald H. WAGENBERG, « The Editor and External Affairs: the 1972 and 1974 Election Campaigns », *International Journal* 31,2, Printemps 1976, p. 253.
9. D'après Don MUNTUN, « L'état des connaissances suggère fortement que les médias peuvent avoir une influence considérable non seulement sur les sujets auxquels le public s'arrête, c'est-à-dire l'agenda des sujets de politique extérieure, mais également sur l'opinion publique à propos de ces mêmes questions. » Voir « Public Opinion and the Media in Canada from Cold War to Détente to New Cold War », *International Journal* 39,1, Hiver, 1983-84, p. 209.
10. Voir par exemple, R.H. WAGENBERG *et al.*, « The Case of the Canada-U.S. Fish War: Canadian Press Coverage of an International Dispute », *Canadian Journal of Communications* 6,2, Automne 1979, pp. 1-21; Fergus CRONIN, « Media Attitudes Towards National Defence », *Peace Research* 12, Avril 1980, pp. 101-105; Marlene CUTHBERT, « Canadian Newspaper Treatment of a Developing Country: The Case of Jamaica », *Canadian Journal of Communications* 7,1, Été 1980, pp. 16-31; Daniel GAY, « La presse d'expression française du Québec et l'Amérique latine: inventaire d'éditoriaux et de para-éditoriaux, 1959-1973 », *Études internationales* 7, Septembre 1976, pp. 359-392; Elizabeth MACLEAN, « Newspaper Reaction to Issues of Domestic and Foreign Policy in Canada », thèse de doctorat inédite, Université du Manitoba, 1979; P.E. ONU, « The Dilemma of Presenting an African Image Abroad: The Kind of African News Contained in Canadian Newspapers », *African Studies Review* 22,2, Septembre 1979, pp. 95-110; Gertrude ROBINSON et Vernon SPARKES, « International News in the Canadian and American Press: A Comparative News Flow Study », *Gazette* 22,4, 1976, pp. 203-218; Jean-Pierre ROGEL, « La presse québécoise et l'information sur la politique internationale », *Études internationales*, 5, Décembre 1974, pp. 693-710; Dennis SCHROEDER, « A Survey of Coverage of Third World News in Canadian Newspapers and Magazines », polycopié, s.d. Canadian Council for International Cooperation; Vernone M. SPARKES, « Canada in the American Press and the U.S. in the Canadian Press », *Canadian Journal of Communication* 6, Printemps 1980, pp. 18-31.
11. Voir particulièrement, T. Joseph SCANLON, « The sources of Foreign News in Canadian Daily Newspapers », rapport préparé pour la Direction de l'information du ministère des Affaires extérieures, 20 décembre 1967; et « Canada Sees the World Through U.S. Eyes: One Case Study in Cultural Domination », *Canadian Forum* 54, Septembre 1974, pp. 34-39.

la couverture de presse au plan quantitatif et au plan qualitatif: a) les journaux canadiens consacrent-ils un espace suffisant à la politique étrangère canadienne et ce, sur une base régulière; b) y a-t-il un bon équilibre entre les différents types de contenus, particulièrement entre l'information brute et l'analyse en profondeur de la politique étrangère canadienne; c) dans quelle mesure les journaux s'appuient-ils sur des sources canadiennes ou étrangères, ou sur leur propre personnel plutôt que sur les informations transmises par les agences de presse; d) le traitement de l'ensemble des sujets est-il adéquat, tant pour les questions fonctionnelles que géographiques; et e) y a-t-il un nombre important de commentaires indiquant la voie à suivre en politique étrangère canadienne? Les différences constatées entre les journaux, et entre journaux francophones et anglophones relativement à ces critères seront mises en lumière.

I – MÉTHODOLOGIE

Six journaux canadiens importants, soit le *Globe and Mail* de Toronto, le *Citizen* d'Ottawa, *Le Devoir* et *La Presse* de Montréal, le *Chronicle-Herald* d'Halifax et le *Vancouver Sun*, ont été sélectionnés. Ce choix était basé sur l'importance nationale et régionale, ainsi que sur la nécessité de maintenir un équilibre linguistique et régional parmi les journaux analysés.

À partir d'une date choisie au hasard dans la première semaine d'octobre 1982 (le 4 octobre), nous avons tiré un échantillon de ces journaux en retenant un exemplaire à tous les trois jours, la période couverte se terminant le 18 décembre. Vingt-six éditions de chaque journal ont été analysées, ce qui donne un échantillon total de 156 numéros. Chacune de ces éditions a été dépouillée en entier dans le but d'identifier les articles relatifs à la politique étrangère canadienne. Nous devons souligner, qu'il ne s'agit pas d'une étude portant sur la couverture des questions de politique étrangère en général (c.-à-d. d'événements ayant lieu dans d'autres pays), mais spécifiquement de ce qui concerne la politique étrangère canadienne. En conséquence, pour les besoins de cette recherche, les informations sur la politique étrangère canadienne sont celles qui ont trait aux relations internationales du Canada en général et/ou avec certains pays ou organisations internationales; ou au processus domestique d'élaboration de la politique étrangère ou à toute autre influence ou politique internes, dans la mesure où les articles font spécifiquement référence à l'importance des considérations internes pour les relations internationales du Canada. Cela incluait les commentaires à propos du rôle international des provinces, notamment celui du Québec. La plupart des articles concernaient plusieurs sujets et tous les sujets ont été codés. Afin d'uniformiser le codage et de réduire à une dimension raisonnable le temps nécessaire à l'analyse, les articles ne faisant pas référence à la politique étrangère canadienne dans le titre ou dans le premier paragraphe ont été éliminés. L'ensemble de l'opération nous a fourni 1 384 articles. Le codage a été entièrement effectué par les auteurs et le degré de fiabilité entre codeurs a été établi à 92,3 %.¹²

12. La formule de fiabilité entre codeurs est tirée de Ole HOLSTI, *Content Analysis for the Social Sciences and Humanities*. Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Inc., 1969, p. 40.

II – RÉSULTATS

Si l'on s'arrête tout d'abord à l'aspect quantitatif, divisant les 1 384 articles par le nombre d'éditions analysées (156), on s'aperçoit que le nombre moyen d'articles relatifs à la politique étrangère canadienne est de 8,9 par édition. *La Presse* en a publié le plus grand nombre, soit 269, suivie de près par le *Globe and Mail* avec 260. *Le Citizen* et *Le Devoir* occupent une position mitoyenne avec respectivement 225 et 220 articles, tandis que les journaux de l'Est et de l'Ouest du pays ont publié le moins d'articles à ce sujet, soit 214 pour le *Chronicle-Herald* et 196 pour le *Vancouver Sun*. Au total, 65 % des cas ont été trouvés dans les journaux anglophones, alors que 35 % sont parus dans les journaux francophones. Compte tenu du fait que notre échantillon comprenait quatre journaux anglophones et deux francophones, cela indique un intérêt proportionnellement égal envers la politique étrangère canadienne dans la presse de chaque communauté.¹³ Bien que les différences entre les journaux ne soient pas frappantes, il semble bien que les journaux du « centre » du pays (Québec et Ontario) aient démontré un intérêt légèrement plus élevé pour ces questions que les journaux de la « périphérie ».

La couverture était-elle suffisante au plan quantitatif? Les jugements peuvent légitimement varier, mais avec une moyenne oscillant entre 10,3 et 7,5 articles par édition pour la période retenue, il semble qu'au Canada la presse donne un traitement plus complet de la dimension canadienne des relations internationales que ce à quoi on aurait pu s'attendre compte tenu des critiques généralisées relevées au début de cet article. Cependant, on doit noter qu'un certain nombre des articles sélectionnés ne concernaient que partiellement la politique étrangère canadienne. Bien que le titre ou le premier paragraphe laissait croire à une insistance sur la politique étrangère, quelquefois le corps de l'article dérivait sur d'autres questions ayant peu ou pas à voir avec le sujet original. Par ailleurs, plusieurs articles ne traitaient que d'aspects marginaux de la politique étrangère canadienne, dans des cas où la rédaction avait le souci non pas de couvrir adéquatement d'importantes questions de politique mais plutôt de publier un article jugé important pour d'autres raisons. La couverture complète du procès de Hugh Hambleton (professeur canadien accusé puis reconnu coupable d'avoir transmis des informations ultra-secrètes de l'OTAN à l'Union soviétique) est un exemple de cette tendance, car on insista plus sur l'homme et son comportement bizarre que sur les implications futures de cet incident pour les relations du Canada avec l'OTAN, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. De même, on peut signaler ces articles portant sur une éventuelle interdiction par la CEE des peaux de phoques, où l'insistance était mise sur l'intention de la CEE de légaliser cette interdiction grâce aux dispositions du GATT,

13. Gertrude J. Robinson a démontré que les quotidiens québécois ne consacrent que 7,2 % de leur espace disponible aux nouvelles étrangères, le pourcentage correspondant s'établissant à 27 % pour les quotidiens anglophones du Canada. Voir « Canadian Foreign Affairs Reporting, From Irrelevant to Non-Existent Beat? » Communication présentée à la Conférence intitulée « Media and Foreign Policy », Université de Windsor, octobre 1983, tableau 4, pp. 21-22. Étant donné que nos résultats indiquent une égalité dans le traitement, nous en concluons que bien que la presse francophone ne semble pas particulièrement intéressée aux « nouvelles internationales », elle s'intéresse aux nouvelles concernant les relations extérieures du Canada.

en déclarant pornographique le commerce de ces fourrures. Dans ce contexte, le traitement quantitatif de la politique étrangère canadienne était moins important en réalité que ce que les données peuvent indiquer.

Si l'on s'arrête maintenant à d'autres dimensions de la couverture de presse, les résultats s'avèrent plus décourageants. En ce qui concerne le type de contenu, on n'est guère surpris de constater que les nouvelles en pages intérieures constituent la catégorie la plus importante avec 42,3 % du total, la section affaires occupant la seconde place avec 24 %. Les dossiers et les nouvelles à la une représentaient respectivement 10 % et 9,8 % de l'ensemble. Le courrier des lecteurs compte pour 6,9 %, tandis que 5 % du total était composé d'éditoriaux. Les caricatures en page éditoriale ne comptaient que pour 1 % des cas. Ainsi, bien que la politique étrangère canadienne ait reçu un traitement quantitatif relativement important, il est tout aussi évident qu'il n'y eut que peu de commentaires approfondis sous forme de dossiers et d'éditoriaux.

Le tableau I, qui illustre la répartition des types de contenu, selon la langue et le journal, indique un pourcentage légèrement supérieur de nouvelles en pages intérieures dans les journaux anglophones, tandis que les journaux francophones surclassent les anglophones tant au niveau des éditoriaux que des dossiers, proposant ainsi plus d'analyses substantielles. Le courrier des lecteurs relatif aux questions de politique étrangère est plus fréquent dans les journaux anglophones que dans les journaux francophones.

Si on examine les différences entre chaque journal, on peut dégager certaines tendances, sans toutefois arriver à établir de tableau définitif. Par exemple, les articles en pages intérieures dominent dans le *Citizen*, le *Chronicle-Herald* et le *Vancouver Sun*, alors que le *Globe and Mail*, *Le Devoir* et *La Presse* sont plus performants en matière d'analyses, ce qui se reflète par des pourcentages plus élevés au niveau des éditoriaux, des dossiers, du courrier des lecteurs et de la section affaires (plusieurs des articles les plus fouillés sont parus dans cette section, au sujet des relations commerciales internationales du Canada). Cependant on doit noter que curieusement, le *Globe* obtient un résultat plus bas que prévu pour les éditoriaux et les dossiers concernant la politique étrangère canadienne, bien que cela soit compensé par sa bonne tenue dans la section affaires et dans le courrier des lecteurs. Au Québec, les citoyens vigilants préfèrent s'adresser au *Devoir* plutôt qu'à *La Presse*. Cependant, *La Presse* domine pour les dossiers de politique étrangère.

Parce que l'on s'attend à trouver dans les dossiers et les éditoriaux une certaine cohérence et une mise en ordre des nouvelles disparates présentées dans les pages d'informations générales, on ne peut pas s'empêcher ici d'être déçus. Il en est ainsi, parce que non seulement la quantité d'analyses était plutôt limitée, mais aussi, sauf quelques exceptions, parce qu'elles manquaient de profondeur et d'une vision globale de la politique extérieure du Canada.¹⁴ Ainsi, peu d'articles ont tenté d'analyser les différents épisodes des relations canado-américaines dans le contexte plus large des relations entre ces deux pays à l'automne de 1982. Autre exemple, les

14. Parce que le codage nécessaire à cette recherche a été fait par les auteurs, les critiques suivantes sont basées sur notre appréciation globale du traitement effectué par la presse.

TABLEAU I
Type de contenu, selon la langue et le journal
Langue/Journal

	<i>Globe and Mail</i>	<i>Citizen</i>	<i>Chronicle Herald</i>	<i>Vancouver Sun</i>	TOTAL articles en anglais	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>	TOTAL articles en français
	N = 260	N = 225	N = 214	N = 196	N = 895	N = 220	N = 269	N = 489
Nouvelles à la une	6,9	12,0	12,6	8,2	9,8	9,1	9,7	9,4
Nouvelles, pages intérieures	34,2	56,4	50,9	46,4	46,5	35,5	39,0	37,4
Section affaires	33,8	8,4	21,5	28,1	23,2	26,8	24,5	25,6
Éditoriaux	3,1	2,7	7,0	3,1	3,9	7,7	6,3	7,0
Dossiers	6,5	12,0	4,7	5,1	7,2	12,7	17,1	15,1
Caricatures	1,5	1,3	0	2,0	1,2	0,5	1,1	0,8
Courrier des lecteurs	13,8	7,1	3,3	7,1	8,2	7,7	2,2	4,7

visites de dignitaires étrangers au Canada ou les visites de représentants canadiens hors du pays n'ont fait que rarement l'objet d'articles de fond sur l'état des relations du Canada avec le pays ou la région en question. Bien plus, les évaluations de la politique étrangère du Canada en page éditoriale sont éparpillées à un point décevant. Plusieurs de ces articles ne constituaient en fait qu'une récapitulation des faits pertinents à la politique en question, et ne réservaient à la fin qu'un ou deux paragraphes pour l'analyse critique.

Une autre dimension qualitative de l'étude concerne les sources du contenu des articles de politique extérieure. Ici, on constate d'intéressants résultats. D'abord, les contributions issues de la salle de rédaction locale ont dominé, représentant 45,5 % du total, tous types de contenus confondus. Les agences de presse canadiennes (la plus importante, et de loin, étant la Presse canadienne avec 23,4 %) et les autres sources canadiennes ont suivi, ce qui fait qu'au total, 88 % du contenu des nouvelles de politique étrangère était d'origine canadienne.¹⁵ Ceci, associé au fait que les journaux étudiés s'appuient relativement peu sur les agences américaines en particulier (seulement 4,3 % du total), de même que sur les autres sources étrangères, est un constat encourageant dans la mesure où, pour ce qui a trait aux sujets impliquant le Canada, il semble y avoir une forte utilisation de sources canadiennes. Une certaine précaution s'impose ici. L'enquête de la Commission Kent a démontré, qu'en ce qui concerne les nouvelles internationales, la presse canadienne utilise abondamment des informations transmises par des agences de presse étrangères, plus spécifiquement américaines.¹⁶ Nous soupçonnons toutefois que cela doit être moins courant dans le type de sujets qui nous concernent ici et qui présentent un caractère essentiellement canadien.

Le tableau II présente la source du contenu des articles, par langue et par journal. Quoiqu'il y ait des différences certaines entre les journaux francophones et anglophones, quant à l'utilisation du personnel local et des agences de presse canadiennes, avec 86,8 % du contenu des publications francophones et 88,9 % du contenu des journaux anglophones d'origine canadienne, il est évident que les journaux des deux langues ont utilisé très majoritairement des sources canadiennes pour leurs articles de politique étrangère.

Si l'on s'arrête maintenant à l'examen des sources utilisées par chacun des journaux, on s'aperçoit encore une fois que le *Globe*, *Le Devoir* et *La Presse* semblent former une catégorie à part. Plus précisément, ces journaux ont largement recours à du personnel local, dans chaque cas pour plus de 50 % des articles. Par contre, les trois autres journaux, soit le *Citizen*, le *Chronicle-Herald* et le *Vancouver Sun*, semblent faire une utilisation plus courante des agences de presse canadiennes.

Malgré les différences soulignées jusqu'ici, il y a eu peu de variation entre les six journaux si on considère l'utilisation globale des sources canadiennes, le taux de matériel d'origine canadienne variant entre 85,4 % (*La Presse*) et 91 % (*Globe and*

15. Le courrier des lecteurs provenant d'adresses canadiennes, de même que les articles de pigistes canadiens, ont été codés sous la rubrique « Canadien-Autres ».

16. Royal Commission on Newspapers, *op.cit.*, p. 120.

TABLEAU II
 Source du contenu des articles, selon la langue et le journal (excluant les articles d'origine inconnue)
 Langue, journal

	<i>Globe and Mail</i>	<i>Citizen</i>	<i>Chronicle Herald</i>	<i>Vancouver Sun</i>	Total articles en anglais	<i>Le Devoir</i>	<i>La Presse</i>	Total articles en français
	N = 220	N = 206	N = 194	N = 168	N = 788	N = 199	N = 241	N = 440
Personnel local	58,2	33,0	31,4	31,5	39,3	56,3	56,4	56,4
Agences de presse canadiennes	16,4	47,6	44,3	38,1	36,0	16,1	22,4	19,5
Autres sources canadiennes	16,4	9,7	10,3	17,3	13,3	16,1	6,6	10,9
Agences de presse américaines	2,7	5,8	5,2	8,9	5,5	2,0	2,5	2,3
Agence France-Presse	0,9	1,5	1,5	0,6	1,1	8,0	5,8	6,8
Reuters	1,4	1,9	4,1	2,4	2,4	1,5	4,6	3,2
Autres sources non-canadiennes	4,1	0,5	3,1	1,2	2,3	0	1,7	0,9

Mail). Les deux quotidiens du Québec, cela ne devrait surprendre personne, sont les plus grands utilisateurs des services de l'Agence France-Presse. Le *Vancouver Sun* est le principal client des agences américaines, tandis que *La Presse* et le *Chronicle-Herald* ont eu le plus souvent recours à Reuters.

Bref, les résultats de cette partie de l'enquête sont rassurants dans la mesure où ils font clairement ressortir que les Canadiens obtiennent la majeure partie de leur information relative à la politique étrangère canadienne de sources canadiennes, par opposition à la domination habituelle des agences de presse internationales dans la circulation mondiale de l'information. Ce constat positif est sans aucun doute dû au fait que la plupart des questions de politique étrangère canadienne ne sont pas considérées suffisamment importantes par les agences de presse pour justifier leur transmission.

Dans le même ordre d'idées, l'utilisation massive par certains journaux des services des agences de presse, et particulièrement de la Presse canadienne, illustre l'incapacité des journaux canadiens de développer leurs propres bureaux à l'étranger et, en fait, de collecter et d'analyser l'information du Canada, même en dehors de leur propre salle de rédaction.¹⁷

En ce qui concerne la pertinence de la couverture des questions de politique étrangère canadienne, les données du tableau III indiquent l'ordre relatif des trente sujets les plus fréquemment traités. À ce propos nous aimerions rappeler que l'unité de codage est le sujet et non pas l'article en entier, la plupart des articles traitant de plusieurs sujets.

Les données reflètent une préoccupation pour les questions économiques. Par exemple, parmi les dix sujets les plus fréquemment couverts, six avaient un caractère économique (commerce-exportations, investissements en général, tarifs et protectionnisme, commerce-général, commerce-importations et le Programme énergétique national). Ces sujets ont fait l'objet de 656 articles, soit 47,4 % de l'ensemble des cas. De plus, les quatre sujets portant spécifiquement sur les relations commerciales du Canada ont été abordés dans 485 articles, représentant 35 % du total des cas. Par ailleurs, six autres sujets (pour la plupart traités en même temps que les questions commerciales) étaient de nature économique (Agence d'examen des investissements étrangers, haute technologie, industrie automobile, peaux de phoques, pêcheries, différend Canada-États-Unis à propos du bois d'oeuvre), ce qui fait qu'au total, 12 des 30 sujets les plus souvent cités avaient trait aux intérêts commerciaux du Canada. Afin d'illustrer le codage multiple des articles économiques, signalons que le sujet dominant des exportations canadiennes compre-

17. Depuis l'automne 1982, soit la période choisie pour les fins de notre recherche, il y a eu une nette amélioration de cette dimension de la couverture des nouvelles canadiennes. Ainsi, depuis son acquisition par la chaîne Thompson en 1980, le *Globe and Mail* a augmenté le nombre de ses bureaux à l'étranger de trois à huit. (Entrevue personnelle avec l'éditeur A. Roy Megarry, Toronto, novembre 1986); et dans une nouvelle en provenance de Moscou, Lawrence Martin a souligné qu'à la fin de 1987, outre le *Globe* et *CBC*, le *Toronto Star*, *Macleans* et *Southam News* auraient également des correspondants à Moscou. D'après MARTIN, «...l'époque où les Canadiens n'avaient droit de toute leur vie qu'à une perspective américaine à propos de l'Union soviétique est révolue. » *The Globe and Mail*, 23 mars 1987.

TABLEAU III
Rang des principaux sujets de politique étrangère

Rang	Sujet	N	% des articles	Rang	Sujet	N	% des articles
1	Commerce-exportations	315	22,8		Visite de l'étranger	64	4,6
2	Rôle international du Québec	235	17,0	16	Aide extérieure générale	64	4,6
3	Investissements en général (excluant AEIE)	206	14,9		Industrie automobile	61	4,4
4	Tarifs et protectionnisme	155	11,2	18			
5	Élaboration des politiques	134	9,7	20	Essais d'armes	61	4,4
6	Commerce-général	98	7,1		Peaux de phoques	53	3,8
7	Commerce-importations	96	6,9	21	Pêcheries OTAN	52	3,8
8	Contrôle des armements et désarmement	90	6,5		Droits de l'Homme	49	3,5
9	Programme énergétique national	89	6,4	22	Achats et ventes d'armes	49	3,5
10	Relations Est-Ouest	73	5,3	24		47	3,4
11	Espionnage/sécurité	71	5,1	25	Conflit Canada/É.U. à propos du bois d'oeuvre	41	3,0
13	Haute technologie	68	4,9		Problèmes de télévision transfrontière: câble et satellite	40	2,9
14	Immigration/réfugiés/défection	66	4,8	26			
15	Organisation bureaucratique	65	4,7	27	Conflit du Moyen-Orient	37	2,7
				28	Droit international et extradition	35	2,5
				29			
				30	Protocole/reconnaissance	34	2,5
					Visites à l'étranger	31	2,2

naît souvent des références au commerce de produits particuliers, les principaux étant les peaux de phoques (51 cas), les biens de haute technologie (37), le poisson (33), le bois et le bois d'oeuvre (32), le grain (25), d'autres produits agricoles exportables (24), le gaz naturel (19), les automobiles (12), et les biens manufacturés en général (12).

Après les affaires économiques, les questions politico-militaires globales constituent le second groupe de sujets les plus souvent traités. Cela inclut le contrôle des armements et le désarmement, les relations Est-Ouest, l'espionnage et la sécurité, les essais d'armes, l'OTAN, les achats et les ventes d'armes, et le conflit du Moyen-

Orient. Ce groupe de sujets était immédiatement suivi par des questions comme le rôle international du Québec, le processus d'élaboration des politiques publiques, l'organisation bureaucratique, qui toutes, accentuaient les aspects domestiques de la décision en politique étrangère. Alors que la plupart des commentaires portant sur ces sujets étaient associés à des éléments spécifiques, il y eut, cependant, quelques discussions en termes généraux des fondements bureaucratiques et organisationnels du rôle international du Québec (c.-à-d. les activités du ministère des Affaires intergouvernementales et du ministère du Commerce extérieur), et du conflit de compétence entre Ottawa et Québec. Dans le cadre des sujets de politiques publiques et d'organisation bureaucratique, on a accordé une attention particulière à la création éventuelle de la société d'État Canagrex et aux dispositions visant à réduire le rôle de l'Agence d'examen des investissements étrangers.

Deux autres catégories méritent qu'on s'y arrête brièvement. Les références au droit international et à l'extradition sont généralement restreintes à des cas individuels, notamment la tentative d'amener des administrateurs d'Amway à comparaître devant des tribunaux canadiens afin de subir un procès relatif à des infractions présumées en matière de douanes. Environ la moitié des cas de la catégorie protocole/reconnaissance avaient trait à la reconnaissance de l'OLP et ont été suscités par l'adoption d'une résolution soutenant le droit pour le peuple palestinien à une patrie sûre et indépendante et endossant l'OLP en tant que représentant légitime du peuple palestinien, résolution adoptée par la Fédération du travail de l'Ontario en novembre 1982. La participation éventuelle du Canada à l'OEA comme membre à part entière, un sujet soulevé suite au rapport d'un sous-comité parlementaire, a été codé dans cette catégorie.

Les données du tableau IV montrent l'importance relative attachée à ces sujets dans la presse de langue française et de langue anglaise. Le traitement de 10 des 30 sujets les plus fréquemment couverts fait l'objet de différences statistiquement significatives. La plus importante est celle relative au rôle international du Québec, qui, tout en ne recevant qu'une attention épisodique dans les journaux anglophones, a été le sujet le plus fréquemment codé dans les quotidiens du Québec. C'est une observation des plus importantes, car elle reflète la tendance des journaux québécois à concevoir leur province comme une entité distincte du reste du Canada, avec ses propres intérêts internationaux.¹⁸ Bien que la presse du Canada anglais se soit occasionnellement arrêtée au rôle international des autres provinces (29 mentions), la couverture présentait un caractère différent. Ces articles avaient tendance à présenter les préoccupations internationales des provinces dans le contexte général de la politique internationale du gouvernement du Canada, alors que les écrits dans

18. D'autres ont évidemment noté combien la presse québécoise reflète le fait que le Québec n'est pas une province comme les autres, sous bien des rapports. Voir par exemple, Special Senate Committee on the Mass Media, *Report*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, pp. 95-99; Frederick ELKIN, « Communications Media and Identity Formation in Canada », dans Benjamin D. Singer (dir.), *Communications in Canadian Society*, Toronto Copp Clark, 1972, p. 222; et Arthur SIEGEL, *Politics and the Media in Canada*, Toronto, McGraw-Hill, 1983, pp. 207-233. Toutefois il semble bien que notre étude est la première à confirmer, à l'aide d'une analyse quantitative, que la presse du Québec considère que la province joue un rôle international singulier et varié.

la presse de langue française examinaient ces questions sous un angle résolument québécois.

TABLEAU IV

Pourcentage des articles traitant des principaux sujets de politique étrangère, selon la langue

Sujets	Langue			
	Français N = 489	Anglais N = 895	PHI	SIGNIF
Commerce-exportations	23,9	22,1	,02	NS
Rôle international du Québec	45,0	1,7	,55	,001
Investissements en général (excluant l'AEIE)	23,3	10,3	,18	,001
Tarifs et protectionnisme	6,3	13,9	,11	,001
Élaboration des politiques	11,9	8,5	,05	NS
Commerce-général	5,5	7,9	,04	NS
Commerce-importations	6,3	7,3	,02	NS
Contrôle des armements et désarmement	3,5	8,2	,09	,001
Programme énergétique national	7,4	5,9	,03	NS
Relations Est-Ouest	5,1	5,4	,00	NS
AEIE	1,8	6,9	,11	,001
Espionnage-sécurité	5,3	5,0	,00	NS
Haute technologie	10,4	1,9	,19	,001
Immigration-réfugiés-défection	3,7	5,4	,04	NS
Organisation bureaucratique	6,5	3,7	,06	,05
Visite de l'étranger	5,7	4,0	,04	NS
Aide à l'étranger-général	5,9	3,9	,05	NS
Industrie automobile	5,7	3,7	,05	NS
Essais d'armes	2,0	5,7	,09	,01
Peaux de phoques	2,9	4,4	,04	NS
Pêcheries	2,5	4,5	,05	NS
OTAN	5,5	2,5	,08	,01
Droits de l'Homme	4,9	2,8	,05	NS
Achats et ventes d'armes	3,3	3,5	,00	NS
Conflit Canada-É.U. à propos du bois d'oeuvre	1,4	3,8	,07	,05
Problèmes de télévision transfrontière: câble et satellites	1,6	3,6	,06	NS
Conflit du Moyen-Orient	3,3	2,3	,03	NS
Protocole-reconnaissance	1,4	3,0	,05	NS
Droit international et extradition	1,6	3,0	,04	NS
Visites à l'étranger	3,1	1,8	,04	NS

C'est dans le secteur économique que nous avons trouvé le plus grand nombre de sujets recevant un traitement différent dans les journaux francophones et anglophones. Cependant, cela ne suffit pas pour tracer un tableau clair. Les quotidiens francophones, par exemple, étaient beaucoup plus disposés à couvrir les investissements en général, mais curieusement, n'ont pas insisté sur le rôle de l'AEIE dans la même mesure que leurs collègues anglophones. Cette anomalie semble partiellement justifiée par la couverture intensive accordée par la presse francophone aux implications de la fermeture éventuelle des installations de la multinationale Iron Ore à Schefferville (Québec), à la fermeture probable de Pétromont, une importante société pétro-chimique à contrôle étranger basée au Québec, et aux

menaces de démantèlement massif du Québec de compagnies pharmaceutiques étrangères. Par conséquent, la presse québécoise a concentré ses efforts au cours de cette période aux sorties plutôt qu'aux entrées de capitaux, ce qui ne nécessitait pas de références nombreuses au travail de l'AEIE.

Les journaux francophones et anglophones ont également porté un degré d'attention différent aux tarifs, au protectionnisme et à la haute technologie. Le vif intérêt de la presse montréalaise pour la haute technologie durant cette période fut sans aucun doute stimulé par l'invitation du gouvernement du Parti québécois à prendre le « virage technologique ». Cela entraîna une abondance d'informations, de dossiers et d'éditoriaux à propos de la performance relative du Québec dans le secteur de la haute technologie. Toutefois, compte tenu de l'importance des politiques tarifaires pour l'économie du Québec, ainsi que l'attention gouvernementale portée aux limites imposées aux importations de vêtements à l'automne de 1982, le désintérêt de la presse francophone envers les questions tarifaires et de protectionnisme est un peu surprenant. Cela peut être explicable par les références occasionnelles des quotidiens québécois aux menaces américaines de restrictions des exportations canadiennes de bois et de bois d'oeuvre, un sujet qui souleva énormément d'intérêt dans la presse anglophone, spécialement dans le *Vancouver Sun*.

Cette tendance de la presse francophone à mettre l'accent sur les sujets particulièrement pertinents pour le Québec, et de considérer tout aussi fréquemment les intérêts internationaux du Québec comme distincts de ceux du reste du Canada, a eu pour effet de rendre moins adéquate la couverture des questions de politique étrangère par la presse francophone que ne l'aurait laissé croire le nombre total d'articles.

Le tableau V présente le traitement journalistique sous un angle géographique et met l'accent sur la couverture des relations canadiennes avec les pays les plus souvent impliqués durant la période étudiée, de même que sur les relations avec la Communauté économique européenne. La dernière colonne regroupe les données relatives au rang et au pourcentage du total des principaux sujets traités, exception faite des articles portant sur les pays en particulier, les régions ou les institutions internationales.

Avec 393 articles, soit 28,3 % du total des cas, les relations bilatérales Canada-États-Unis ont facilement retenu la majeure partie de l'attention de la presse. Là encore, les questions économiques constituaient clairement la principale préoccupation. Les grandes catégories, commerce-exportations, investissements, et tarifs et protectionnisme ont suscité plus de commentaires que les questions plus précises comme l'AEIE, le Programme énergétique national et les éventuelles hausses tarifaires sur le bois et le bois d'oeuvre importés aux États-Unis. Les sujets politico-militaires comme les essais d'armement, le contrôle des armements et le désarmement, et les achats et les ventes d'armes (à l'exception des articles relatifs au rôle international du Québec, qui ont été généralement codés sous commerce-États-Unis), ont constitué la majeure partie du groupe d'articles portant sur des questions particulières de relations avec les États-Unis. Ainsi, malgré la domination des préoccupations économiques, la presse a maintenu un assez bon équilibre entre les sujets d'ordre commercial et d'ordre politique.

TABLEAU V

Principaux sujets relevés dans la couverture des relations bilatérales et des relations internationales en général.
(par rang et en % du total)

<i>Sujets</i>	<i>EU</i> N = 393	<i>URSS</i> N = 73	<i>France</i> N = 55	<i>GB</i> N = 48	<i>Japon</i> N = 46	<i>CEE</i> N = 45	<i>Gén.</i> N = 409
Commerce-exportations	(1) 23,7	(4) 15,1	(4) 9,1	(4) 8,3	(4) 34,8	(1) 95,6	(1) 27,1
Investissements en général (excluant l'AEIE)	(2) 17,6		(2) 23,6	(1) 62,5	(5) 10,9		(4) 13,9
Tarifs et protectionnisme	(3) 16,8				(3) 39,1	(4) 22,2	(9) 7,6
Essais d'armes	(4) 13,0						
Rôle international du Québec	(5) 12,0		(1) 80,0	(5) 8,3			(2) 24,0
Contrôle des armements et désarmement	(6) 11,2	(5) 8,2					(12) 6,8
AEIE	(7) 10,7						(13) 5,1
Programme énergétique national	(8) 9,9			(2) 39,6			(11) 7,1
Achats et ventes d'armes	(9) 8,9						
Bois et bois d'oeuvre	(10) 8,1						
Visites de l'étranger				(3) 10,4			
OTAN		(3) 17,8		(4) 8,3			
Visites à l'étranger		(7) 5,5	(3) 20,0		(6) 8,7		
Commerce-général			(4) 9,1				(7) 8,3
Espionnage-sécurité		(1) 47,9	(4) 9,1				(14) 4,9
Commerce-importations			(7) 7,3		(2) 50,0		(8) 8,1
Relations Est-Ouest		(2) 22,8					
Organisation bureaucratique		(5) 8,2					(5) 9,3
Élaboration des politiques		(7) 5,5					(3) 18,1
Droits de l'Homme		(7) 5,5					
Industrie automobile					(1) 58,7		
Peaux de phoques						(2) 93,3	
Pêcheries						(3) 51,1	
Immigration-réfugiés-défection							(5) 9,3
Haute technologie							(10) 7,3
Aide à l'étranger-général							(15) 4,4

Si on regarde maintenant du côté des relations du Canada avec l'Union soviétique, et bien que ce pays occupe la deuxième place après les États-Unis pour les relations bilatérales étudiées, ce qui retient l'attention c'est la différence dans le degré d'intérêt, l'URSS ne constituant que 5,3 % des cas. Bien plus, le principal sujet couvert (espionnage-sécurité) est un événement inhabituel, dans la mesure où cette question regroupait essentiellement des articles relatifs au procès pour espionnage de Hugh Hambleton. On devrait donc normalement s'attendre à ce que l'écart entre la couverture des relations avec les États-Unis et celles avec les autres pays soit généralement plus grande que dans la période de trois mois retenue ici. Un coup d'oeil sur l'agenda permet de constater un contraste frappant dans sa composition comparée avec celui concernant les États-Unis, les questions politico-militaires étant privilégiées aux dépens des sujets à caractère économique. Cela confirme les résultats obtenus dans d'autres recherches sur la presse occidentale, à savoir sa tendance à présenter l'Union soviétique sous un jour menaçant.

Les relations avec la France ont surtout été traitées par la presse du Québec, si l'on excepte la visite de M. Trudeau dans ce pays au début novembre et les allégations à l'effet que le gouvernement français aurait contribué pour \$300,000 au fonds électoral du Parti québécois en 1970, deux sujets qui furent largement couverts par la presse de tout le pays. Évidemment, les relations culturelles entre la France et le Québec ont reçu une attention substantielle, et il y eut également plusieurs reportages sur les négociations du gouvernement en vue d'attirer des investissements français dans l'industrie québécoise.

Dans le cas des relations avec la Grande-Bretagne, tout comme dans celui des relations avec l'Union soviétique, l'intérêt a été soulevé par une question spécifique, soit l'achat par Pétro-Canada du réseau de détail de British Petroleum. Ce sujet relevait tant des investissements étrangers en général que de la canadianisation de l'industrie pétrolière mise de l'avant dans le cadre du Programme énergétique national. Outre cela, aucune autre question n'a vraiment retenu l'attention.

En ce qui concerne le Japon et la CEE, on s'est cantonné presque exclusivement aux problèmes économiques, l'automobile étant le principal sujet d'intérêt dans le cas du Japon, alors que les exportations de peaux de phoques et les questions connexes de pêcheries constituaient l'essentiel du dossier de presse sur les relations avec la CEE.

Enfin le tableau V exprime le classement des quinze principaux sujets de politique étrangère, sans tenir compte des pays en particulier et classés dans une catégorie à part. Cette catégorie comprend les articles traitant principalement du processus d'élaboration de la politique étrangère au Canada, de même que ceux concernant les relations extérieures du Canada de manière générale. Si on compare cette liste avec celle des quinze sujets les plus souvent traités (tableau III), on note une grande correspondance. Les relations Est-Ouest sont évacuées et sont remplacées par l'aide à l'étranger. Comme on pouvait s'y attendre, des questions comme le processus d'élaboration des politiques publiques et l'organisation bureaucratique prennent un peu plus de place sur la liste ne concernant pas les pays en particulier. De même, des sujets comme l'immigration, la haute technologie et l'aide internationale tendent à être abordés de façon générale plutôt que par rapport à l'un ou l'autre

pays. Si l'on excepte ces différences, la similitude entre les deux listes est remarquable.

Si l'on tente d'évaluer l'efficacité de la couverture des sujets et des relations extérieures dans la politique étrangère canadienne, on doit d'abord mentionner que le lecteur s'est trouvé confronté à de l'information factuelle, sans suite, sur les sujets traités par les six quotidiens, et la majeure partie de ces écrits n'était pas située dans un contexte plus vaste de politique étrangère. De même, on s'arrête à ce qui est immédiatement publiable plutôt qu'aux dossiers complexes et à long terme. Par exemple, la couverture de la plupart des sujets difficiles, comme les essais du missile Cruise et le contrôle des armements et le désarmement, eut lieu dans le contexte de l'attentat à la bombe du 2 octobre à l'usine de Toronto de Litton Systems Ltée, (manufacturier du système de guidage pour les missiles Cruise), de manifestations à ce sujet et de l'inscription de la question du désarmement sur les bulletins de vote municipaux, et ne s'attacha pas à des questions fondamentales comme les options de politiques, les possibilités et les contraintes que doivent affronter les décideurs publics dans ce champ complexe des relations internationales. Ainsi, la question des droits américains sur les importations de bois d'oeuvre du Canada a fait bonne figure, tandis que la querelle sur le camionnage transfrontière, qui s'éternisait depuis plusieurs mois reçut peu d'attention et que des irritants de longue date pour les relations bilatérales, comme les législations « buy American » et « DISC* », furent presque entièrement ignorés. Dans ces circonstances, la presse a semblé manquer de profondeur et de continuité dans le traitement de plusieurs problèmes politiques persistants.

On a également remarqué des écarts notables dans la couverture de la politique étrangère canadienne. En ce qui concerne les régions, on peut affirmer que le traitement était généralement déficient sauf pour ce qui est des relations Canada-États-Unis, notamment si l'on tient compte des exceptions spécifiques déjà mentionnées, qui ont augmenté la couverture des relations Canada-Union soviétique et Canada-Grande-Bretagne. La pénurie d'articles concernant les relations entre le Canada et le Tiers-Monde est assez frappante. Le Moyen-Orient, par exemple, n'est apparu que dans soixante-deux cas (4,5 % du total), l'Amérique latine et les Caraïbes dans trente-deux cas (2,3 %) ¹⁹ et l'Afrique dans dix-huit cas (1,3 %). Bien

* DISC: Domestic International Sales Corporations (1971). Voir Stéphen CLARKSON, *Canada and the Reagan Challenge* (1982), p. 8: « ...une mesure fiscale visant à encourager les multinationales américaines à exporter à partir de leurs installations aux États-Unis, aux dépens des usines de filiales étrangères. »

19. Notre analyse du traitement réservé aux sujets concernant l'Amérique latine et les Caraïbes confirme la pertinence persistante du concept de latinité, près de 50 % des articles relatifs à cette région étant parus dans les pages du *Devoir* et de *La Presse*. W.C. SODERLUND, T.A. KEENLEYSIDE, B.E. BURTON, « Canadian Foreign Policy towards Latin America: The Press Agenda in the Fall of 1982, dans A.R.M. RITTER, dir., *Latin America and the Caribbean: Geopolitics, Development and Culture*, Ottawa: CALACS/ACELAC, 1985, pp. 18-29. Pour la meilleure vue d'ensemble des intérêts canadiens en Amérique latine parue jusqu'ici, voir l'appendice « The Extent, Focus and Changes of Canadian Public Interest in Latin America, 1957-1967 », dans J.C.M. OGELSBY, *Gringos From the Far North, Essays in the History of Canadian-Latin American Relations, 1866-1968*, Toronto, MacMillan, 1976, pp. 298-299.

que les relations Canada-Asie aient obtenu une plus grande attention (quatre-vingt dix-sept articles ou 7 % du total) cela fut largement dû à l'accent mis sur les liens économiques avec le Japon, qui ont constitué 47,4 % du traitement réservé à l'Asie. Ce manque d'intérêt pour les affaires extra-continentales est tout aussi évident dans la couverture très limitée accordée à deux importants rapports publiés durant la période étudiée et concernant le développement des liens du Canada avec différentes régions. Le premier était le rapport final du sous-comité de la Chambre des Communes sur les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes, chargé de faire des recommandations relatives au commerce et aux investissements, à l'aide au développement, à l'immigration et aux politiques envers les réfugiés, et aux droits de l'Homme. Le second était le rapport Bruk, qui avait reçu du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures le mandat d'examiner la possibilité de créer une importante fondation nationale chargée de promouvoir les relations du Canada avec les pays de l'Asie et du Pacifique.

En ce qui concerne les sujets, les données le démontrent clairement, ce sont les questions commerciales qui ont reçu l'attention la plus soutenue. Nous avons été tout aussi impressionnés par la qualité du travail à ce niveau. Les articles s'attaquaient souvent à la substance des dossiers dans des domaines précis de politique économique, alors que la préoccupation pour l'aspect plus proprement politique était fréquemment négligée. L'omission la plus frappante est certes le peu d'importance attaché aux relations Canada-États-Unis en matière d'environnement, dossier qui occupe une large part de l'agenda gouvernemental à l'automne de 1982. Cela inclut la controverse à propos des pluies acides (23 mentions), la pollution des Grands Lacs (3 mentions), et le projet de détournement du fleuve Garrison (2 mentions). Aucun de ces sujets n'est apparu sur la liste des trente sujets les plus souvent cités, ni sur la liste des dossiers importants dans les relations Canada-État-Unis, ce qui semble refléter la tendance qu'a la presse d'atténuer l'importance des questions de politique à long terme. Cette explication peut aussi être valable dans le cas de la couverture limitée accordée au droit de la mer, malgré son importance pour le Canada et le fait que la Convention des Nations Unies à ce propos était adoptée et sujette à ratification durant la période couverte. Les politiques canadiennes à propos d'autres sujets relatifs aux Nations Unies ont également reçu une attention clairsemée, malgré le fait que l'Assemblée générale était alors en pleine session annuelle. Enfin, bien qu'on se soit relativement préoccupé de l'aide canadienne à l'étranger (64 articles ou 4,6 % des cas), il faut noter que le Nouvel ordre économique international et les possibilités de solution ne relevant pas de l'aide ont été largement ignorés par la presse malgré la réunion de la Commission indépendante sur les questions de développement international tenue à Ottawa en décembre, et le lien qu'on établissait à l'époque entre le développement du Tiers-Monde et le redressement économique dans les pays industrialisés.

Les données du tableau VI illustrent notre tentative de rendre opérationnels certains des rôles de la presse identifiés par Bernard Cohen.²⁰ En ce qui concerne les deux rôles auxquels nous nous sommes arrêtés, ceux de critique et de promoteur des

20. Ces termes sont tirés de Bernard C. COHEN, *The Press and Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1965. Voir particulièrement le chapitre II.

TABLEAU VI

Pourcentage des éditoriaux, des dossiers, du courrier des lecteurs et contenu total, selon le rôle de promotion ou de critique de la politique fédérale.

	Type de contenu			Total N = 1,384
	Éditoriaux N = 69	Dossiers N = 138	Courrier des lecteurs N = 96	
Promoteur de la politique fédérale	8,7	4,3	8,3	1,5
Critique de la politique fédérale	44,9	21,7	28,1	7,3

politiques gouvernementales, on note que la presse a une tendance marquée à jouer le rôle de critique de la politique du gouvernement fédéral. Cela est vrai pour les journaux des deux langues officielles et pour toutes les régions. L'évaluation du rôle international du gouvernement du Québec était restreinte aux seuls journaux du Québec, et là encore, la tendance était de jouer un rôle de critique, dans 3,9 % des cas, le rôle de promoteur ne regroupant que 1,2 % des articles.

Si on s'arrête un peu à chacune de ces catégories où l'on pourrait s'attendre à trouver une certaine évaluation de la politique étrangère canadienne (les éditoriaux, les dossiers et le courrier des lecteurs), la tendance à la critique est encore plus évidente. Ce fut le cas tant pour les éditoriaux et les dossiers que pour le courrier des lecteurs, les critiques atteignant leur sommet dans la catégorie « Éditoriaux » avec 44,9 % des cas. Par contre, dans les trois catégories mentionnées, il n'y eut qu'un appui limité à la politique étrangère du gouvernement.

Bien qu'il soit difficile d'établir des balises pour l'interprétation de ces données, nous avons néanmoins été frappés par le grand nombre d'articles ne prenant pas clairement position pour ou contre la politique gouvernementale. Cela est spécialement vrai dans le cas du courrier des lecteurs, où les correspondants avaient tendance à mettre de l'avant leurs propres préoccupations plutôt que d'évaluer la politique en soi. Dans le cas des essais des missiles Cruise, il est intéressant de noter que malgré la grande attention portée à cette question durant la période étudiée, et la couverture importante qui y fut consacrée dans les pages d'information, seulement deux éditoriaux et sept dossiers traitèrent des essais prévus, et ils ne présentèrent pas tous une position claire. Ainsi, du moins dans son rôle éditorial, la presse n'a certainement pas amplifié l'attention dévolue à ce sujet.

Les relations économiques canado-américaines constituèrent le principal intérêt d'ordre prescriptif de la presse; les journaux apprécièrent le nouveau climat de ces relations à la fin de 1982, ainsi que l'attitude moins ouvertement nationaliste du gouvernement du Canada. Au même moment, plusieurs articles critiques blâmèrent carrément le gouvernement canadien pour les tensions passées et/ou toujours présentes, et affirmèrent que ses efforts pour améliorer la situation étaient insuffisants. Cette orientation anti-nationaliste de la presse déborda sur le traitement réservé à des problèmes spécifiques comme l'AEIE et le Programme énergétique

national. Quatre dossiers et trois éditoriaux ont clairement critiqué l'AEIE, et accessoirement le Programme énergétique national, tandis qu'il n'y eut qu'un seul article les appuyant. Ces résultats laissent entendre que si le gouvernement est influencé par cette tendance anti-nationaliste apparente dans la pensée canadienne, on peut s'attendre alors à une orientation plus conservatrice et moins interventionniste de la politique économique canadienne envers les États-Unis, du moins dans un avenir rapproché.

Bref, les résultats indiquent que le rôle de prescription de la presse est relativement limité. Il y a donc une évidente nécessité, de la part des responsables des journaux canadiens, de formuler des opinions longuement mûries sur les principales questions de politique étrangère et les importantes relations bilatérales ou multilatérales qui affectent le Canada.

III – CONCLUSION

Si l'on tient compte du fait que les journaux analysés ici ont publié en moyenne neuf articles par édition à propos de la politique extérieure, on pourrait affirmer qu'au Canada, la presse accorde un meilleur traitement – du point de vue quantitatif – à la dimension canadienne des relations internationales que ce à quoi on aurait pu s'attendre, même si on retient le caractère secondaire ou mineur de certains articles. De plus, étant donné le contrôle que l'on reconnaît habituellement aux agences de presse internationales sur les flux mondiaux de nouvelles, l'usage généralisé de sources canadiennes pour les articles traitant de la politique étrangère du pays a également été rassurant, à défaut de constituer une surprise. Par ailleurs, l'usage restreint de leur propre personnel et parallèlement, la confiance que certains journaux accordent aux agences de presse canadiennes fut une découverte moins encourageante, dans la mesure où cela illustre la pénurie de sources indépendantes pouvant fournir aux Canadiens de l'information à propos de la politique extérieure de leur pays. Décevant également fut le constat du peu de place alloué à l'évaluation, sous la forme d'éditoriaux et de dossiers, ainsi que du peu d'ampleur et de profondeur de l'analyse. En terme de pertinence du traitement, ce sont les questions commerciales qui ont reçu la couverture la plus considérable et la plus élaborée. Par contre, la couverture de la plupart des sujets politiques était moins détaillée et plus superficielle. La tendance de la presse à transmettre des informations factuelles éparpillées et immédiatement publiables, et son incapacité à envisager les problèmes dans une perspective plus vaste de politiques publiques ont été signalées, de même que sa négligence vis-à-vis du pourrissement de problèmes internationaux à long terme. En ce qui concerne les relations bilatérales, les liens Canada-États-Unis ont été les seuls à être convenablement traités, tandis qu'au plan des grandes questions, plusieurs n'ont pas retenu l'attention souhaitée, dont les problèmes environnementaux avec les États-Unis, le conflit en Amérique centrale, les questions relatives au droit de la mer, à l'ONU et au développement. Enfin, cette étude a révélé l'incapacité de la presse canadienne à jouer un rôle de prescription, tel qu'illustré par le nombre relativement limité d'articles présentant un point de vue critique ou de promotion de la politique étrangère canadienne.

En abordant ces différentes critiques et réserves quant au traitement par la presse de la politique extérieure canadienne, on doit se souvenir qu'il y avait des

différences marquées entre les journaux. Tel que mentionné plus haut, les articles à caractère analytique étaient plus nombreux dans le *Globe and Mail*, *Le Devoir* et *La Presse* que dans les trois autres journaux. Nous sommes également d'avis que les articles étaient plus longs et plus approfondis dans ces trois journaux, la préoccupation de la presse québécoise pour les intérêts internationaux du Québec la détournant cependant de la couverture de sujets plus généraux touchant la politique extérieure canadienne. Nonobstant ces variations individuelles, au total nous sommes enclins à conclure que bien que la couverture de presse de la politique extérieure canadienne ait été adéquate durant la période étudiée, elle fait preuve de faiblesses au plan qualitatif. Ainsi, les commentaires de ceux qui ont critiqué la couverture de presse des affaires internationales en général par les journaux canadiens du point de vue de son « ampleur, sa profondeur et sa continuité », cités au début de cet article, semblent s'appliquer également au traitement de la politique extérieure du Canada. Selon les mots de De Montigny Marchand, les journaux canadiens semblent bien être « une force intellectuelle incertaine dans le processus de définition ou d'interprétation de la politique étrangère canadienne. » [*Traduit de l'anglais*]